



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 2 octobre 2014 — N° 27

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner les 60 ans de service à la communauté du Service d'aide aux Néo-Canadiens de Sherbrooke.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Lancement de la campagne populaire de financement pour implanter une maison de soins de fin de vie à Jonquière.*
- Le député d'Orford sur le sujet suivant : *Hommage à M. Christian Vachon.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Hommage à la Granbyenne Roxanne Papineau.*
- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Hommage à M. Louis Crevier.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *L'organisme La Libellule.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Hommage à M. Bruno Verret.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Féliciter les lauréats de la 11^e édition du concours d'œuvres d'art en Chaudière-Appalaches.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner la tenue du Championnat mondial Ironman à Mont-Tremblant, soit la première édition organisée à l'extérieur des États-Unis.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à Pierre Laliberté, récipiendaire du prix Thérèse-Pagé.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **25 septembre 2014**

 - 2) Projet de loi n° 11*
Loi sur la Société du Plan Nord
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le **30 septembre 2014**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 3) Projet de loi n° 12
Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **30 septembre 2014**

 - 4) Projet de loi n° 14
Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions
Présenté par la ministre de la Justice le **30 septembre 2014**

Étude détaillée en commission

- 5) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **1^{er} octobre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 6) Projet de loi n° 8
Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitations agricoles
Présenté par le ministre du Travail le 13 juin 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **30 septembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 7) Projet de loi n° 2
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par la ministre de la Famille le 22 mai 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 11 juin 2014
Principe adopté le 12 juin 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens adopté le **1^{er} octobre 2014**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 8) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 9) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 10) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 11) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 12) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1^{er} octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 8**, Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitations agricoles (mandat confié le 30 septembre 2014).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

Mandat d'initiative

- Audition d'Hydro-Québec sur son possible assujettissement au pouvoir d'intervention du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).
- Du député de La Peltrie au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'accès aux soins dans le réseau de la santé et des services sociaux et le bilan libéral des dix dernières années* (avis donné le 25 septembre 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 14) M. Therrien (Sanguinet) – **2 octobre 2014**
Au président du Conseil du trésor

Dans le document « Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses » déposé avec le budget de dépenses 2014-2015, il est inscrit à la page 20 : « Ultimement, l'objectif est de se rapprocher d'un niveau de dépenses comparable à celui des autres provinces ».

Est-ce que le président du Conseil du trésor peut :

- détailler les paramètres qui seront utilisés pour calculer le niveau de dépenses à atteindre?
- préciser les cibles que le président du Conseil du trésor souhaite atteindre?
- fournir la liste des programmes existants au Québec mais non au Canada et qui seront coupés?
- indiquer un objectif pour l'atteinte d'un niveau de dépenses comparables à celui des autres provinces canadiennes?

- 15) M. Therrien (Sanguinet) – **2 octobre 2014**
Au président du Conseil du trésor

Dans le document « Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses » déposé avec le budget de dépenses 2014-15, il est inscrit à la page 25 que : « Dorénavant, toute nouvelle initiative et toute majoration apportée aux programmes existants devront être autofinancées de façon claire et explicite par les ministères concernés ».

En conséquent, est-ce que le président du Conseil du trésor peut produire et fournir la liste des nouvelles dépenses pour l'année 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence pour chaque ministère et chaque programme?

- 16) M. Therrien (Sanguinet) – **2 octobre 2014**
Au président du Conseil du trésor

Il est inscrit, à la page A.27 du budget 2014-2015, que la différence entre l'objectif de croissance des dépenses de 2% et le coût de la reconduction des programmes (6,1%) pour l'année 2014-15 est de 3,2 milliards de dollars.

Ce chiffre est colporté par le président du Conseil du trésor comme étant le montant des coupes à réaliser cette année pour atteindre la cible du déficit prévu au plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Le premier ministre a promis un gouvernement transparent. Par conséquent, est-ce que le président du Conseil du trésor peut dévoiler la liste exhaustive des programmes ministériels qui existaient à la fin de 2013-2014 et qui n'ont pas été reconduits intégralement pour l'exercice financier 2014-2015?

Pour chacun de ces programmes, est-ce que le président du Conseil du trésor peut fournir le coût de reconduction intégrale et la dépense prévue aux crédits 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis et dont la dépense sera nulle?

Le total des coûts non reconduits que nous cherchons à obtenir correspond au montant de 3,2 milliards de dollars.

- 17) M. Marceau (Rousseau) – **2 octobre 2014**
Au ministre des Finances

Le gouvernement fédéral prévoit abolir le crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs. Cette décision a été décriée par les milieux d'affaires du Québec. Une motion unanime de l'Assemblée nationale a été adoptée pour demander au gouvernement fédéral de revenir sur sa décision.

Est-ce que le ministre des Finances peut nous indiquer la liste des rencontres tenues avec son homologue fédéral pour sauver le crédit d'impôt pour fonds de travailleurs?

Est-ce que le ministre peut fournir toute la correspondance échangée avec son homologue fédéral sur le sujet?

Est-ce que le ministre peut fournir le compte-rendu des échanges et des rencontres qu'il a tenus avec son homologue fédéral?

Est-ce que le ministre peut fournir tous les autres détails concernant des échanges ou des rencontres avec son homologue fédéral pour sauver le crédit d'impôt pour fonds de travailleurs?

- 18) Mme Maltais (Taschereau) – **2 octobre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 8 juillet 2014, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a affirmé que lorsqu'il avait décidé de retourner à la pratique médicale en septembre 2012, alors qu'il était député de l'opposition officielle, il avait demandé un avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie quant à cette situation.

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la demande d'avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la réponse du Commissaire à l'éthique et à la déontologie à cette demande d'avis?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer l'ensemble de la correspondance qu'il a entretenue avec le Commissaire à l'éthique et à la déontologie en regard à cette situation?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 25 septembre 2014
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction – *députée d'Hochelaga-Maisonneuve*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

